



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



Unité de notre classe contre l'austérité, le patronat et leurs gouvernements !

En France, le mouvement des Gilets Jaunes, ce mouvement populaire de contestation sociale inédit, s'organise et ne faiblit pas, malgré la propagande médiatique pro-Macron et la répression sans précédent du gouvernement. Ceux d'en bas s'organisent contre ceux d'en haut, les patrons et leurs politiciens, qu'ils se déclarent de gauche ou de droite. Partout en Europe, notre classe sanctionne électoralement ceux qui ont été au pouvoir et s'en méfie comme de la peste. Mais le mouvement des Gilets Jaunes se méfie aussi des syndicats, car la majorité d'entre eux collaborent ouvertement avec le gouvernement.

En Belgique, c'est la même chose, et la contestation sociale, contre l'austérité et pour l'arrêt de la destruction de notre environnement, se développe. Et la méfiance des Gilets Jaunes envers les syndicats y est bien de mise également.

Comment leur donner tort ? Des directions syndicales qui acceptent d'aller au Groupe des dix, un organe de collaboration de classes où est négociée l'application d'une norme salariale à la baisse, bref, qui empêche

toute avancée significative de nos salaires.

Comment leur donner tort quand à Bruxelles, la direction de la CGSP-ALR qui organise la manifestation syndicale du Premier Mai de Lutte, accepte la présence du PS bruxellois dans la manifestation ? Un comble quand on sait qu'au quotidien, ses militants syndicaux doivent lutter dans de nombreuses communes contre les mesures d'économie, la dégradation des conditions de travail imposées par ce même PS bruxellois ! Ce même PS, impliqué dans tant de scandales de détournement d'argent public, des fonds qui manquent tellement dans les communes ! Nous partageons entièrement la position des camarades qui organisent le « Premier Mai Révolutionnaire », qui affirment que le PS n'a rien à faire dans notre manifestation. **Et nous pensons que cette politique d'unité « dans la lutte » avec le PS doit être discutée en assemblée, pour que la base puisse en débattre et prendre position.** C'est dans cette perspective que nous avons été, cette année aussi, dans la manifestation syndicale à la Place Poelaert

à 11 heure. La « lutte » du PS, c'est celle des patrons, pour appliquer l'austérité contre les travailleurs dans le gouvernement Di Rupo, et que le gouvernement Michel n'a fait que continuer.

Nous pensons que le premier mai est un jour où **notre** classe doit être unie, toutes tendances confondues, dans une seule manifestation de toutes les organisations de la classe ouvrière. Le PS n'en est plus une depuis très longtemps, c'est un parti des patrons, d'austérité, et complètement corrompu ! Nos organisations syndicales ne sont pas là pour aider un PS sur le déclin à se repeindre en rouge avant les élections, alors qu'il continue toujours actuellement à organiser l'exploitation des travailleurs, tous les jours, au niveau régional et communal.

Pour un Premier Mai de Lutte !

Pour un syndicat indépendant du PS !

Toute notre classe unie contre l'austérité !

bpost

Avec la mobilisation, on peut gagner.

Récemment, dans un centre de tri de nuit se voyait confrontée à une charge de travail hors du commun. Ce n'était pas la première fois, mais trop c'est trop ! Ils se sont tous mis d'accord pour ne pas commencer les activités dans ces conditions. Le patron n'avait d'autre choix que d'aller chercher du renfort, et ce n'est qu'ainsi qu'ils ont entamé le travail. Avec la mobilisation, tous ensemble, on peut obtenir des choses.

Mais ce n'est pas toujours le point de vue des directions syndicales. Après les discussions sur l'AIP pour 2019-2020, conclu le 26 février, la FEB s'est réjouie du "bon résultat".¹ Pas de problème que la FGTB ait refusé de signer la CCT pour deux ans au Conseil National du Travail (CNT) : elle sera appliquée par Arrêté royal. Et la FEB prévient ses patrons : que l'augmentation peut être moindre, afin de "sauvegarder la compétitivité" ; que la marge autorisée de 1,1 %, c'est bien pour les deux années, pas chaque année ; que toutes les rémunérations hors salaire, comme les remboursements de frais de déplacement, doivent être décomptées.

Si la marge "disponible", de 0,8 % selon le Conseil central de l'économie (CCE), a pu être dépassée, c'est bien grâce à une mobilisation, avec la grève en front commun du 13 février. Mais pourquoi alors cette mobilisation à la base s'est-elle arrêtée, alors que tous sont d'accord que ce 1,1 % ne permettra pas du tout de stopper la détérioration de notre pouvoir d'achat. Le fait est que, grâce à la planification de l'austérité en catimini dans le Groupe des Dix, Kris Peeters peut se féliciter que le "handicap salarial" est chose du passé "grâce au saut d'index" et autres astuces.² Et les bénéfices des actionnaires et les salaires des PDG, eux nullement "limités" par cette convention, sont sains et saufs.

1 FEB Direct - 8.4.2019

2 Le Soir 20.03.2019

De toute façon, la joie des patrons n'est pas partagée par les travailleurs.

Les luttes continuent, en dépit de toute la propagande pour nous convaincre qu'il suffit de voter pour les "bons" députés le 26 mai.

Le patron de bpost, Van Gerven (dont le salaire est de 94.000 €/mois !), a réagi le 19 mars dernier à cet AIP pour signaler à quel point son entreprise est "victime" des luttes. Les prévisions de chiffre d'affaires pour 2019 seront en baisse de 30 % par rapport à 2018, et de 40 % par rapport à 2017. Et l'entreprise sera donc contrainte de diminuer le dividende aux actionnaires de quelque 20 %.³

Chez bpost, une CCT pour 2019-2020 avait déjà été votée en décembre 2018. Elle avait été précédée par un mouvement de grèves tournantes à partir du 6 novembre. Les directions syndicales se sont réparties les tâches pour venir à bout du conflit, les Verts s'abstenant de signer un premier préaccord et se maintenant "mobilisés", on ne sait jamais, tout comme les Rouges avaient "refusé de signer" l'accord de l'AIP, sachant bien qu'il serait appliqué de toute façon. Mais les Verts de bpost ont quand même vite appelé à lever les piquets de grève. Ce n'est que parce que les travailleurs ont insisté dans leur grève, que finalement ils ont obtenu quelques petites concessions.⁴

Reste que bpost se vante de prendre des mesures en faveur du climat - c'est la mode - en réduisant ses coûts d'électricité par l'installation de panneaux photovoltaïques. Alors que, pour les travailleurs, "l'environnement", c'est un bruit infernal tout au long de la journée, contre lequel bpost n'entreprend rien, ni après ni avant la CCT votée en décembre !

3 Le Soir 5.12.2018

4 Voir En Lutte de décembre 2018



Et actuellement, après qu'un arrêté royal ait imposé la CCT 2019-2020, la direction syndicale rouge-bleu à bpost distribue un tract pour dire que l'accord conclu en décembre était insuffisant, mais qu'elle a quand même bien fait de le signer, pour ne pas trop fâcher le patron. Son programme : "Se battre pour que bpost devienne un bon patron." (sic !)

Deux conclusions s'imposent : 1. C'est bien la ténacité des travailleurs de bpost, en dépit de l'orientation des directions syndicales, qui avait permis les quelques petites concessions obtenues en décembre. 2. Un patron est "bon" pour les actionnaires et il est payé - et comment ! - pour faire profiter à ceux-ci de ce qu'il parvient à retirer du travail livré par les seuls qui réellement produisent la richesse. C'est ce que disait un communiqué de bpost en décembre 2018 : "Les mesures négociées avec les syndicats après les grèves de novembre auront un impact sur la rentabilité de l'entreprise".⁵ Un patron ne peut donc pas être "bon" pour les travailleurs.

C'est bien ça le "système capitaliste". Il est nécessaire de dénoncer toutes ces manœuvres des directions syndicales qui collaborent tous les jours avec ce système. Il faut organiser des assemblées, des comités de grèves pour diriger nos luttes jusqu'à obtenir de réelles avancées, et pas quelques cacahuètes qui, au final, ne changent pas grand-chose à l'exploitation quotidienne des travailleurs. Et c'est ainsi que l'on pourra avancer pour un jour venir à bout de ce système lui-même, vers un réel socialisme. ■

5 Le Soir 5.12.2018

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

A Saint-Gilles :

Les travailleurs du CPAS et de la Commune en lutte pour de meilleures conditions de travail, des chèques repas et une hausse des salaires !

L'année passée, les travailleurs, dont de nombreuses puéricultrices, ont signé une pétition pour obtenir des chèques repas. Il faut savoir que seules 6 communes bruxelloises n'accordent pas cet avantage. La délégation syndicale CGSP a soutenu cette revendication et a organisé de nombreuses assemblées du personnel pour que les travailleurs décident des actions qu'ils voulaient mener. Un arrêt de travail important en juin 2018 rappelait à la commune que « nos salaires sont trop bas, on veut des chèques repas ». Mais la commune renvoyait alors la balle à la région, et faisait traîner les choses.

De nouvelles assemblées et actions ont eu lieu dans le cadre de la campagne régionale des syndicats pour une augmentation de 10% des salaires, et les travailleuses et travailleurs de Saint-Gilles maintiennent cette exigence. Face à la mobilisation permanente, notamment l'assemblée du 23 janvier 2019 avec 90 participants, la commune est plus explicite en négociation et annonce que c'est bien inscrit au budget de l'année 2019, mais sans donner de détails.

Lors de la journée de grève organisée ce 25 avril pour dénoncer les bas salaires, la direction n'a pas hésité à forcer un piquet syndical, bousculant violemment des délégués. Une preuve de plus qu'une commune dirigée par le PS n'est en rien progressiste mais, au contraire, attaque les droits syndicaux de base, comme celui d'organiser un piquet de grève, et se range dans le camp des patrons avec leur fameux « droit de travailler », sacro-sainte liberté individuelle qui permet de casser tout mouvement de grève.

Il faudra donc maintenir la pression pour que les chèques repas soient vraiment un avantage, et pas une mesure qui au final ne rapporte rien aux travailleurs, ou qui soit l'excuse utilisée par la commune pour aller couper dans d'autres budgets. C'est aux assemblées du personnel de décider de la suite de la lutte et c'est ce qui est fondamental dans cette lutte pour obtenir des chèques repas : elle est décidée par la base, par les travailleurs eux-mêmes et non par les hautes instances syndicales. ■



Soutien total aux revendications décidées par la base !

« On veut quoi ? Des chèques repas !

Pour qui ? Pour tous ! »

La défense de l'environnement n'est pas un problème de conscience : c'est un problème de classe !

La température maximale est de plus en plus souvent revue à la hausse mais la minimale rarement revue à la baisse. Les glaciers fondent. Les mers et les océans sont transformés en poubelle mondiale. Le volume d'ozone est progressivement réduit, ce qui augmente l'incidence du rayonnement ultraviolet avec des dommages nocifs pour la peau et l'ADN de milliards de personnes. Une sixième extinction d'espèces est en marche, la plus rapide jamais enregistrée sur notre planète : 40% des espèces de mammifères ont perdu plus de 80% de leur population. L'eau et l'air sont maintenant contaminés par des agents chimiques avec des conséquences néfastes pour la santé humaine et animale. C'est de cela qu'il s'agit : d'une course contre la montre pour la survie de l'espèce humaine, et de beaucoup d'autres espèces, sur cette planète. Il s'agit de sauver la Terre de ce que l'être humain a accompli.

Il ne faut cependant pas commettre l'erreur de considérer cette tragédie comme une responsabilité de toute l'humanité, dont chacun serait un acteur à part égale. Dans le système capitaliste, la responsabilité incombe avant tout aux géants industriels qui mettent le profit avant le respect de l'environnement. L'industrie automobile est un cas exemplaire : elle pollue indirectement par le biais de l'utilisation privée de son produit (considéré par de nombreuses études comme la principale cause de la pollution atmosphérique) et directement par les produits toxiques utilisés dans la chaîne de production ; et les véhicules électriques ont également des coûts environnementaux importants dans la phase de



production. Mais cette règle s'applique à tous les secteurs de production. Ces dernières années, il est courant pour de nombreuses entreprises de se redorer le blason avec des initiatives « écologiques » hypocrites. McDonald est un cas emblématique de l'hypocrisie des multinationales : elle lance des campagnes environnementales tapageuses comme celle de retirer les pailles en plastique, alors qu'elle contribue à détruire pièce par pièce la forêt amazonienne. Nul besoin d'en dire plus sur l'hypocrisie honteuse du capitalisme : le profit est la seule logique qui l'anime et tout est orienté en ce sens.

La réalité est que ce sont les racines de cette société qui mènent inévitablement au désastre, à partir de la course effrénée au profit : un profit détenu par ce 1% qui concentre la grande majorité de la richesse de la planète entre ses mains et qui est le premier responsable de la majeure partie de la pollution.

Et ce ne sont malheureusement pas quelques modestes gestes quotidiens, consciencieux et appréciables, qui feront la différence. La voie à suivre pour sauver la planète ne réside pas dans le changement de nos habitudes, et encore moins dans le vain espoir de convaincre les patrons de devenir « verts ». Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire et urgent de renverser cette société et de placer la production sous le contrôle des masses populaires : ce n'est qu'ainsi que nous pourrions essayer de faire tourner en arrière l'horloge biologique de la planète et de jeter les bases d'une vie en harmonie avec l'environnement et libre d'exploitation. Une vie qui est aujourd'hui techniquement possible, mais qui est entravée par un seul fait : elle ne convient pas pour cette minuscule minorité qui tire d'immenses profits du capitalisme – et de sa pollution. ■

Sauvons la planète : renversons le capitalisme qui nous condamne à la barbarie environnementale !

L'exemple de bpost : l'exploitation des travailleurs, un modèle commercial irresponsable... avec un label écolo

De plus en plus de marques comme Zalando proposent des retours gratuits. Vous achetez un pantalon, il arrive par colis, vous l'essayez, il ne vous plaît pas et vous le renvoyez gratuitement. Dans les centres de tri de bpost, cela représente des dizaines de milliers de paquets chaque jour. Ce modèle commercial engendre un gaspillage pur et simple d'emballage et d'énergie, tout cela pour vendre à tout prix. Mais ce n'est pas tout. Parlons de « l'environnement » des travailleurs : les cadences imposées, les conditions de travail, les travailleuses et les travailleurs qui souffrent de maladies provoquées par les mouvements répétitifs, les charges à déplacer, le bruit insupportable et le stress. C'est l'autre « environnement » de l'exploitation capitaliste. Et voilà : bpost nous annonce que d'ici 2030, elle diminuera de 20 % son empreinte écologique en installant des panneaux solaires sur ses centres de tri, comme à Mons, ou en remplaçant 50 % des voitures diesel par des électriques. Mais pourquoi en rester à 50 %, et non remplacer les 100 %? Et pourquoi cet intérêt soudain pour l'énergie renouvelable des panneaux? C'est qu'il s'agit bel et bien de faire des économies pour les actionnaires et de faire de la pub pour gagner des parts de marché..., alors qu'investir dans l'environnement des travailleurs, ça coûte ! Urgence climatique ? Sur le site de bpost on peut lire que « nous mettons tout en œuvre pour faire en sorte que nos services génèrent un impact aussi limité que possible sur notre planète. » Et les travailleuses et les travailleurs, ne font-ils pas partie de cette « planète » ?

La défense des profits de la bourgeoisie est la raison fondamentale pour laquelle le gouvernement belge refuse de passer une loi qui obligerait les grands patrons à investir dans le respect de l'environnement, et ce, malgré les mobilisations massives pour le climat. Et c'est pour cela aussi qu'il ne faut rien attendre de ces patrons et qu'il faut exiger que nos syndicats organisent la lutte au quotidien pour les obliger à produire en respectant l'environnement, à commencer par le respect de « l'environnement » des travailleurs.

Les travailleurs et les pauvres, premières victimes du désastre environnemental généré par le capitalisme

Notre classe est la première victime de leur système économique. C'est dans nos quartiers qu'ils installent leurs usines polluantes, leurs incinérateurs de déchets toxiques. Ce sont les plus pauvres qui subissent les plus grands dégâts des catastrophes naturelles, comme lors de l'ouragan Katrina qui a fait plus de 2000 morts et plus d'un million de déplacés en 2005 à la Nouvelle-Orléans. Les quartiers inondés en premier lieu, ce sont les quartiers populaires. 89 % des personnes disparues sont noires. Les Noirs ont été moins fréquemment secourus, et moins vite lorsqu'ils l'ont été. Ils ont en revanche été plus souvent pris pour cible par la Garde Nationale lors des opérations de « pacification » de la ville.¹ Comme le rappelle l'auteur dans le livre cité, les pauvres possèdent moins souvent de voitures, et ont donc moins de chance de fuir. Et ne parlons pas du cyclone qui a frappé le Mozambique ce 15 mars et qui a fait 1000 morts et plus de 2 millions de sinistrés. L'aide internationale n'est que de 53 millions d'euros sur les 250 nécessaires selon l'ONU. Un contraste saisissant avec le milliard des grands bourgeois français pour réparer la cathédrale Notre-Dame de Paris, alors qu'aucun d'entre eux ne se soucie des sanctuaires millénaires détruits par les bombes de l'OTAN en Syrie.

Nous ne pouvons pas compter sur les institutions comme l'ONU ou le « charisme » des millionnaires pour réellement aider les victimes de ces catastrophes. Nous pouvons et devons organiser de grandes campagnes de solidarité dans nos organisations, nos syndicats, nos collectifs et développer une réelle solidarité de classe. De plus, nous devons, en Belgique, lutter contre les entreprises qui pillent les ressources naturelles et saccagent l'environnement à travers le monde.

¹ Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, La Découverte, mars 2014.

Un contrat d'acier avec garantie de pouvoir polluer impunément.

L'aciérie du groupe Ilva à Pouilles, dans le sud-est de l'Italie, réputée comme le site le plus polluant de l'Europe, a fait faillite récemment, et sa fermeture a été saluée comme le retour du Printemps de Pouilles. Le « gouvernement du changement », né en juin dernier, avait garanti la fermeture et/ou la reconversion du site... jusqu'à l'apparition d'un repreneur. Arcelor Mittal, le premier producteur mondial d'acier, avec une vingtaine d'aciéries réparties sur quatre continents, bien connu en Belgique pour ses méthodes peu soucieuses des intérêts de la population,¹ s'est intéressé à cette aciérie intégrée, la plus grande du continent. Et la précarité de l'emploi et le risque de s'enfoncer dans la misère ont motivé les plus de 10.000 salariés du site, lors d'un référendum en septembre dernier, d'opter à 94 % pour la reprise par Arcelor Mittal, plutôt que la fermeture de la source de pollution.

Nos camarades de la section italienne de la LIT ont publié à ce propos « certaines choses que vous ne lirez pas ailleurs ». ² Il n'y a pas que le licenciement de 3000 travailleurs dans toute l'Italie, dont 2500 à Pouilles. Les nouveaux propriétaires n'ont aucune obligation de reconvertir l'usine en conformité avec les normes environnementales. Au contraire, sachant que le nombre de travailleurs atteints du cancer à Ilva est quatre fois la moyenne nationale, « les propriétaires de l'entreprise ont la garantie de l'immunité pénale pour tout événement de maladie ou de décès qui affectera les travailleurs et les citoyens du territoire ». Et alors ? Fallait-il voter la fermeture, comme le proposaient certains syndicats ? Sachant que ce n'est que par ce travail que les travailleurs peuvent recevoir le salaire nécessaire à la subsistance de leur famille. Faut-il retourner

¹ Voir *Presse Internationale*, n°83 / Janvier 2012.

² <https://www.alternativacomunista.it/sindacato/ex-ilva-la-primavera-pugliese-dipende-solo-dall-unit%C3%A0-delle-classi-oppresse>

dans une société rurale basée sur le pastoralisme et la pêche, comme le demandent divers comités environnementaux petits-bourgeois et divers secteurs anarchistes bucoliques ?

Nos camarades italiens expliquent : La défense du lieu de travail est la condition élémentaire de survie du prolétariat. C'est pourquoi chaque mouvement ou comité de lutte ne peut ignorer les raisons de subsistance de la classe ouvrière, ni penser que des solutions puissent être proposées aux problèmes qui impliquent inévitablement cette classe sans que ces solutions aient été discutées et approuvées par la même classe.

Le mot d'ordre de la fermeture est incorrect, car ce n'est pas la seule façon de faire. En fait, il existe une vaste littérature scientifique qui montre qu'il est possible de produire de l'acier sans détruire l'environnement et le climat, étayée par l'existence d'usines différentes, en Europe et sur d'autres continents, dans laquelle la production d'acier ne produit pas de catastrophe environnementale. Si ce changement dans le mode de production de l'acier à Pouilles n'a pas eu lieu, c'est uniquement parce que les

multinationales qui ont pris possession de l'usine n'avaient pas et n'ont pas l'intention de réinvestir une part de leurs bénéfices incroyables dans de nouveaux moyens et techniques de production.

Ce n'est qu'en soustrayant la production de biens matériels de la logique du profit et en plaçant les moyens de production sous le contrôle des travailleurs et des citoyens, qu'il sera possible de produire des biens matériels, nécessaires aux besoins de la population mondiale, sans polluer la planète ni produire les désastres climatiques que nous enregistrons quotidiennement sur tous les continents. En d'autres termes, le problème de l'environnement ne peut être séparé du problème du contrôle, par les masses, des moyens de production de biens matériels et donc de la transformation socialiste de la société mondiale. **Seul le socialisme pourra sauver la planète des catastrophes environnementales et climatiques et seule une société de ce type pourra produire les matériaux nécessaires à la construction d'infrastructures, de logements et de moyens de transport, tels que l'acier, sans nuire à l'environnement.**



Macron dégage ! Soutien aux Gilets jaunes ! Rejoignez la lutte des étudiants, des travailleurs et des Gilets jaunes ! Construisons une grève générale !

Voici un entretien avec Philippe, un membre actif de la lutte des Gilets jaunes en France, enseignant, membre de Sud-Education, une branche de la Centrale syndicale *Solidaire*. L'entretien a été réalisé pour *Socialist Voice* (SV), le journal de la section de la LIT-QI au Royaume-Uni.

SV : La lutte des Gilets jaunes a commencé le 17 novembre 2018, avec une énorme explosion de colère. Quelles en étaient les raisons ?

C'est l'aboutissement de profondes politiques d'austérité menées depuis des décennies et qui ont considérablement dégradé les conditions de vie d'une grande partie de la population en raison des bas salaires et du travail précaire. Cela a commencé hors de Paris, en Province, et s'est développé à Paris et dans la banlieue à partir de janvier.

Nicolas Sarkozy a été élu président en 2007. Agissant au nom de la classe dirigeante et des privilégiés, il a tenté de se débarrasser de toutes les protections et garanties existant dans notre système social, notamment la sécurité sociale, les retraites et le droit du travail.

De 2007 à 2012, il n'a que partiellement réussi, à cause de la résistance généralisée des travailleurs. Il a perdu les élections générales suivantes au profit de François Hollande (du Parti socialiste, « social-démocrate »). Ce dernier a promis de lutter contre le capital financier, mais il a poursuivi l'attaque contre les droits des travailleurs et a été discrédité bien avant la fin de son mandat.

Lors des élections suivantes, Emmanuel Macron, connu sous le nom de « président des superriches », a été élu. Macron a essayé de cacher la brutalité de son programme en se qualifiant de progressiste et de modernisateur. Mais il a continué d'étendre les lois anti-travailleurs adoptées par Hollande en 2016.

Ni bien entré en fonction, en septembre 2017, il a promulgué des lois supprimant les droits des travailleurs, mais non sans avoir d'abord mis fin à l'impôt sur la fortune du capital-investissement et avoir réduit les impôts des grandes entreprises grâce à un impôt uniforme sur les dividendes versés.

La réaction des dirigeants syndicaux a été misérable. Des manifestations ont eu lieu, mais rien n'a été organisé pour arrêter ce projet, et Macron a remporté la première bataille.

Au printemps 2018, Macron a attaqué les droits à l'éducation. La méthode de sélection des étudiants a été changée et il est devenu beaucoup plus difficile pour les étudiants de la classe ouvrière d'entrer dans les universités. Il a défendu les intérêts de la classe moyenne. De mars à juin 2018, des luttes ont eu lieu dans les universités.

En même temps, il a continué à démanteler la SNCF et a restreint les droits des cheminots en matière d'organisation et de mobilisation. Cela a ouvert la voie à la privatisation du rail et il est prévu de fermer 9 000 km de voies.

Macron s'en est pris aux cheminots par des mesures exemplaires concernant des travailleurs avec une longue histoire de lutte. La stratégie de lutte décidée par la majorité des dirigeants syndicaux des chemins de fer, en particulier par la CGT (principal syndicat de cheminots) n'était pas la bonne. Ils décidèrent de faire grève deux jours par semaine et ils annoncèrent à l'avance les dates des jours de grève, ce qui donnait à la SNCF et au gouvernement une possibilité de s'y adapter, rendant ces grèves dès lors inefficaces.

Il y a, en outre, des attaques contre les retraites, les allocations de chômage, les dépenses publiques d'éducation, ce qui signifie une inégalité croissante. Les retraités doivent, par exemple, payer des montants majorés pour l'assurance nationale.

Et quand Macron a augmenté les taxes sur le gaz et le pétrole, la coupe était pleine. Beaucoup de gens ne le supportaient plus, car ceux qui vivent dans les banlieues ou les zones rurales dépendent une grande partie de leur salaire en frais de transport. Le gouvernement a présenté cette mesure comme une mesure de protection de l'environnement, mais des manifestants ont envahi les rues et après trois semaines de manifestation, Macron a supprimé l'augmentation de la taxe sur le carburant.

SV : Pourquoi ça continue alors ?

Le recul de Macron a encouragé les Gilets jaunes. Ils ont continué à se rencontrer aux ronds-points, à occuper des péages sur les autoroutes, à bloquer les raffineries de pétrole, les routes et les stations-service. Ils ont discuté des problèmes qui alimentaient leur colère et ils ont décidé de se battre pour des salaires plus élevés, de meilleures pensions, car leurs salaires et leurs pensions sont très bas.

Les Gilets jaunes sont déterminés à se débarrasser de Macron : la revendication « Macron dégage » a unifié la lutte, et ça continue. Les gens en mouvement pensent que la démocratie est fautive et ils ont besoin d'une vraie démocratie. Macron a annoncé une augmentation du salaire minimum de 100 € par mois, mais il a en fait menti et tenté de manipuler les

gens. La majorité ne reçoit pas une augmentation importante, les problèmes sociaux sont très profonds et persistent.

SV : Quelle est maintenant la réponse de Macron au mouvement ?

La première ligne de conduite de Macron est la répression, la police détruisant les barrages des Gilets jaunes et les tentes qu'ils ont dressées pour tenir leurs réunions. De nombreux policiers ont été envoyés contre eux : 10 000 agents à Paris (et jusqu'à 89 000 dans le pays). Ils ont utilisé des « armes non mortelles » avec lesquelles il leur est « interdit » de viser le visage ou les organes génitaux — mais ils l'ont fait !

La police utilise une série d'armes controversées. Celles-ci incluent des balles de gaz lacrymogène (qui créent des nuages de gaz de 6 mètres de haut), des balles en caoutchouc « flash ball » qui ont causé de nombreuses blessures et des grenades de désencerclement (si vous êtes touché, elles peuvent vous faire perdre la main ou le pied). Environ 2 200 personnes ont été blessées, dont plus de 100 cas graves : 22 personnes ont perdu un œil (certaines ont été touchées à bout portant), 5 ont perdu une main... certaines personnes ont été mutilées au point de ne plus pouvoir travailler. Des dizaines sont gravement blessés.

Jusqu'à présent, quelque 8 000 personnes ont été arrêtées, 1 796 ont été condamnées et 316 sont sous mandat de détention. Certaines sentences sont ridiculement sévères. Le gouvernement déversé un flot de mensonges contre les manifestants : ceux-ci seraient « contre l'environnement » (quand ils s'opposaient aux fortes augmentations des taxes sur le carburant) ou antisémites (quand c'était un petit groupe de fascistes vêtus de gilets jaunes qui utilisait un langage antisémite). Ils ont tenté la manipulation en créant un « grand débat » dont le principal but était de faire discuter essentiellement quels étaient les services que les gens préféreraient conserver [choisissant les coupes contre lesquelles se battre — NdR], alors que les mesures d'austérité déjà prises ne pouvaient être remises en question.



Dans les jours qui ont précédé la manifestation nationale planifiée pour le 16 mars, des intellectuels de droite et des grands journalistes ont dénoncé les Gilets jaunes à la télévision. Ils disaient qu'il s'agissait « d'idiots » avec un « faible QI » et qu'il était impossible de raisonner et de débattre avec eux.

L'Etat préparait ainsi la justification d'une répression policière massive à l'encontre de la manifestation nationale, et avant même que celle-ci ne commence, la police a réalisé des attaques au gaz lacrymogène et des arrestations. Ils avaient la gâchette facile et ils étaient extrêmement agressifs. De gros nuages de gaz lacrymogène tourbillonnaient autour de l'Arc de Triomphe et entraient également dans les stations de métro. La police arrêtaient les gens et les relâchait parfois plus tard sans inculpation.

La lutte a toutefois probablement ralenti certaines contre-réformes clés et de nouvelles attaques contre les retraites.

SV : Comment cela peut-il se développer ?

La question du contrôle démocratique gagne du terrain, car les gens se sont distancés des Gilets jaunes qui parlaient en leur nom sans y être autorisés. Mais l'un des problèmes du gouvernement est qu'il ne peut pas manipuler les dirigeants, car il n'y a pas de véritable autorité. Le gouvernement a, par exemple, invité huit dirigeants début décembre, mais un seul s'est présenté. Et quand il voulait enregistrer la réunion, le gouvernement a refusé et la réunion a alors pris fin.

Il y a des assemblées démocratiques et des tentatives de construire des assemblées démocratiques nationales. La

première assemblée des assemblées a eu lieu fin janvier à Commercy, une petite ville de l'Est de la France. Il y avait 75 assemblées locales qui ont envoyé deux délégués, une femme et un homme, et au total 400 personnes se sont déplacées pour y assister.

Il y a eu de longs débats et au début, il était difficile de déterminer qui avait la légitimité de voter. Une assemblée locale peut être un village, une ville ou un groupe de Gilets jaunes constitué autour d'un rond-point.

Il a été décidé de convenir d'un appel à une grève générale. L'assemblée s'est avérée favorable à une meilleure connexion avec les syndicats organisés (mais les dirigeants des syndicats ont également été vivement critiqués). Une majorité comprend qu'il y a une différence entre les militants syndicaux qui mènent des luttes en commun, et les dirigeants syndicaux qui attaquent les Gilets jaunes et qui sont un poison.

L'assemblée a appelé à une grève générale « renouvelable », alors que la CGT avait appelé à une journée de grève générale pour le 5 février. La CGT n'a pas organisé et mobilisé grand-chose autour de cela. Une autre grève générale, le 19 mars, a ensuite été appelée par la CGT. L'idée principale était de construire une assemblée d'assemblées, de construire une démocratie locale et de ne permettre à personne de décider pour le mouvement. La prochaine Assemblée nationale aura lieu dans le port de St Nazaire.

Dans de nombreux endroits et secteurs, les Gilets jaunes comprennent qu'il est nécessaire de travailler avec des militants sérieux et honnêtes pour construire une alliance stratégique et

que la grève générale est un facteur clé pour obtenir leurs revendications de lutte. Dans le sud de la France et dans d'autres régions telles que Nanterre, près de Paris, ils ont écrit aux syndicats locaux pour établir une lutte en commun et en défense des Gilets jaunes.

L'Union Centrale de Solidaire est la plus favorable aux Gilets jaunes, mais de manière générale, de nombreux syndicats sont divisés. Par exemple, certains militants et branches de la CGT travaillent avec les Gilets jaunes, mais d'autres suivent les dirigeants de la CGT qui ont attaqué les Gilets jaunes.

Les Gilets jaunes sont suffisamment solides pour perturber le gouvernement Macron. La bourgeoisie était très inquiète dès le début, car cela peut

paralyser l'économie à l'échelle locale, mais une grève générale est nécessaire pour paralyser l'économie nationale.

Il est absolument nécessaire que les révolutionnaires participent aux Gilets jaunes. Beaucoup à l'extrême gauche pensaient autrement, mais le mouvement des Gilets jaunes est ouvert et accueillant, et il a un fort potentiel anticapitaliste. A mon avis, les Gilets jaunes doivent prendre l'initiative de continuer à s'auto-organiser géographiquement et à construire leur organisation pour faire partie du renversement du capitalisme.

Le mouvement des Gilets jaunes peut devenir beaucoup plus vaste et inclure la lutte dans les usines et les lieux de travail, mais uniquement par le biais d'une grève générale. Nous semons des

graines qui peuvent servir de base à une nouvelle démocratie, car nous devons contrôler la production et définir les besoins locaux.

Fait important, le mouvement des Gilets jaunes a rejeté les forces fascistes dans de nombreux endroits et les fascistes ont été écartés des manifestations.

Il y a un nombre croissant de manifestations et de grèves (et quelques occupations) dans le secteur de l'éducation et dans la lutte contre le changement climatique. Il peut y avoir une alliance entre les Gilets jaunes, les étudiants et les luttes locales — un soutien à double sens. ■

Libérez Daniel Ruiz ! Maintenant ! Non à la persécution de Sebastian Romero !

Ce vendredi 3 mai en Argentine, une importante caravane de responsables politiques, de personnalités des droits de l'homme et d'organisations est arrivée à la prison de Marcos Paz pour exiger la liberté de Daniel Ruiz avec ce message : **Daniel Ruiz n'est pas seul. Le combat pour sa liberté gagne en force jour après jour.**

Notre camarade Daniel Ruiz, dirigeant du syndicat pétrolier et du PSTU (la section de la LIT en Argentine), est prisonnier du gouvernement Macri pour avoir participé à la manifestation contre la réforme des retraites. Voilà huit mois qu'il est en prison, sans le moindre procès. Jusqu'à ce jour, tous les recours ont été rejetés. Sebastian Romero, dirigeant ouvrier de General Motors, est toujours recherché par la justice pour avoir participé à la défense de la même manifestation. Et comme il est, lui aussi, militant du PSTU, Daniel est détenu comme « otage » par la justice bourgeoise.

Les conditions de détentions sont difficiles dans un pays avec un taux officiel de surpopulation de 12 %, et avec 57 % de détenus sans condamnation. Le 9 avril dernier, Daniel témoignait : « Aujourd'hui, en prison, je constate personnellement que, pour le gouvernement, la vie ne vaut rien. C'est pourquoi il y a surpopulation carcérale, des conditions inhumaines et du harcèlement. Malgré l'enfermement, nous avons beaucoup à nous battre, et je

suis reconnaissant du soutien et de la solidarité nationale et internationale de mes camarades de la LIT, de ma famille, de mes amis, de mes avocats et surtout des vieux pétroliers de ma Patagonie qui m'ont appris à résister en dignité. »

Comme le rappellent nos camarades argentins : « Daniel est le prisonnier d'une organisation politique, ainsi que de ses camarades du secteur pétrolier qu'il représente, mais ce n'est pas tout : il est un prisonnier de toute la classe ouvrière, pour s'être battu pour la défense de leurs intérêts, des retraités, des plus faibles. Et son emprisonnement injuste et illégitime est un précédent très grave qui menace chaque ouvrier et combattant populaire, quelle que soit la raison de leur lutte. »

La campagne d'aide financière est plus que jamais nécessaire pour aider la famille des prisonniers.

Nous appelons toutes les organisations syndicales et politiques qui ont signé la campagne en Belgique à envoyer une aide financière sur le compte BE83 6528 5492 2215 avec la mention « Solidarité ».

Libérez Daniel Ruiz !

**Non à la persécution de Sebastian Romero !
Libérez tous les prisonniers politiques !**



A propos des événements du 30 avril au Venezuela

Une déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs
1er mai 2019



1. Il y a eu une tentative de coup d'Etat au Venezuela, quand Guaidó, l'allié de Trump, de Bolsonaro, de Duque et consorts, a essayé de s'emparer d'une base aérienne avec le soutien d'un secteur de l'armée, en appelant au soutien des masses vénézuéliennes.

2. La dictature de Maduro est détestée par les masses vénézuéliennes en raison du désastre auquel ce régime bourgeois et corrompu a conduit le pays. Maduro n'a rien de progressiste. C'est une dictature commandée par la soi-disant *bourgeoisie bolivarienne* (la grande bourgeoisie qui est apparue à l'ombre du régime de Chavez), qui ne se maintient au pouvoir que moyennant la dure répression contre les masses. La faim, la misère et les éléments de barbarie qui existent au Venezuela sont le résultat de vingt ans de chavisme. Cela n'a rien à voir avec le socialisme, c'est un capitalisme décadent comme dans les autres pays de la planète.

3. La tentative de coup d'Etat a eu lieu parce que l'impérialisme avait décidé de destituer Maduro. Pas parce qu'il a une position anti-impérialiste. Les multinationales exploitent le pétrole vénézuélien en association avec l'Etat vénézuélien, exactement comme au Brésil. Trump a décidé de renverser Maduro pour empêcher le Venezuela d'exploser dans un nouveau *Caracazo*, un soulèvement à Caracas contre le gouvernement, que personne ne contrôlerait.

Une fois de plus, l'impérialiste a dévoilé sa tactique : diviser les forces armées vénézuéliennes pour renverser Maduro et mettre Guaidó aux commandes, en maintenant le contrôle de la bourgeoisie et de l'armée.

Il n'y a rien de progressiste dans le coup d'Etat de Guaidó. Un coup d'Etat militaire pro-impérialiste ne peut pas

résoudre les problèmes économiques des masses, causés par le capitalisme, ni garantir les libertés démocratiques au Venezuela. Ce n'est pas par hasard que Guaidó cherche toujours une alliance avec un secteur militaire. Ce n'est pas par hasard qu'il est un agent de Trump, qui est un allié de toutes sortes de dictatures dans le monde.

Nous répudions la tentative de coup d'Etat de Guaidó, représentant de l'impérialisme et de la droite latino-américaine.

4. Un secteur des masses, profitant de la division des forces armées, a cherché à affronter directement et héroïquement la répression autour de la base aérienne de Carlota. La scène criminelle du char des troupes de Maduro qui écrase des manifestants non armés aura sa place dans l'histoire du Venezuela. La dictature a noyé dans le sang le début d'une rébellion.

Nous voulons que ce soit les masses vénézuéliennes qui renversent Maduro, et non un putsch militaire pro-impérialiste. Nous ne soutenons pas du tout cette tentative de coup d'Etat de Guaidó, soutenu par Trump, Duque, Bolsonaro et Piñera. Mais nous soutenons les masses dans leurs luttes contre Maduro. Nous serions alors avec les travailleurs, luttant ensemble contre la répression.

5. Le coup d'Etat de Guaidó a apparemment été vaincu, même s'il est possible que ce processus ne soit pas terminé. Guaidó s'est enfui, Leopoldo López s'est caché lâchement dans une ambassade. Ceux qui ont essayé de faire face à la répression, c'étaient les masses, pas les chiens de Trump et de Bolsonaro.

Les masses vénézuéliennes n'ont pas obtenu de victoire. Une fois de plus, la victoire a été celle de la dictature détestée de Maduro. Et la répression de Maduro

tombera sur le peuple, pas sur l'opposition bourgeoise pro-impérialiste.

Il faut continuer la lutte contre Maduro et mettre en place une direction indépendante des travailleurs : indépendante de la dictature de Maduro, indépendante de l'option impérialiste de Guaidó et consorts.

Dans le monde entier, nous allons nous battre contre la « gauche » réformiste qui saluera la « victoire » de Maduro. Hier, ce ne sont pas les masses qui ont vaincu le coup d'Etat impérialiste comme en 2002. C'était la dictature meurtrière de Maduro. Cette fois, les travailleurs et le peuple vénézuélien ne sont pas sortis pour défendre ce qu'ils considèrent comme leur gouvernement ; au contraire, ils ont tenté de profiter de l'occasion pour lutter contre la dictature meurtrière de Maduro. Cette « gauche » réformiste porte maintenant une tache de sang en plus : l'image du véhicule blindé qui roule sur des manifestants non armés.

Maduro, dégage ! A bas la répression meurtrière de la dictature !

Aucun soutien pour Guaidó, Trump, Bolsonaro et Duque. L'impérialisme hors du Venezuela !

Pour des élections générales libres !

Pour le droit de manger du peuple vénézuélien ! Expropriation des réseaux de production et de commercialisation des aliments ! Congélation des prix !

Contre le capitalisme décadent au Venezuela ! En défense du vrai socialisme des travailleurs !

Pour un gouvernement des travailleurs qui exproprie les multinationales et la bourgeoisie bolivarienne !

Un nouveau Printemps en Afrique ?

Nous voyons actuellement en Afrique que des présidents autoritaires, bonapartistes et dictatoriaux, qui ont gouverné leur pays pendant des décennies, doivent abandonner le pouvoir, chaque fois à la suite de la mobilisation populaire et du mécontentement généralisé.

Américo Gomes - 18/04/2019



En Algérie, Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis près de 20 ans, a été confronté à des manifestations populaires pendant deux mois et a été contraint de démissionner. Ensuite, au Soudan, quatre mois de manifestations contre le gouvernement d'Omar al-Bashir ont finalement poussé l'armée à renverser et à arrêter le dictateur, au pouvoir depuis 30 ans.

Certains analystes, journalistes et historiens commencent à parler d'une « nouvelle ère africaine » qui commence par des révolutions démocratiques contre des dictateurs qui ne résisteront pas longtemps.

Ce que l'on pourrait appeler le « Printemps africain » ou le « Printemps arabe 2.0 » suit la voie des manifestations qui ont eu lieu il y a plus d'un an en Tunisie, au Maroc et en Jordanie, mais dans des circonstances qui risquent d'être beaucoup plus explosives pour la région, étant donnée l'instabilité gé-

né par les conflits militaires en Libye, en Syrie et au Yémen.

Le problème est que, jusqu'à présent, dans la plupart des pays impliqués dans ce processus, les régimes bonapartistes se débarrassent des dictateurs les plus détestés dans le but de garder le régime sain et sauf. C'est le cas en Angola, où João Lourenço a remplacé José dos Santos, enlisé dans la corruption ; au Zimbabwe, où le sanguinaire Emmerson Mnangagwa a remplacé Robert Mugabe, âgé de 93 ans ; au Congo, où Joseph Kabila a procédé à des élections frauduleuses et mis en place son adversaire Felix Tshisekedi ; au Burkina Faso, où un président civil a été élu pour la première fois en cinquante ans ; et maintenant au Soudan et en Algérie. D'une certaine manière, le même processus a eu lieu en Afrique du Sud, où Cyril Ramaphosa a remplacé Jacob Zuma au pouvoir. Tous sont du même parti que leur prédécesseur. Voilà comment « céder le manteau pour sauver la peau ». Il s'agit d'un

processus révolutionnaire incomplet, mais toujours en cours.

Les dictateurs et les régimes autoritaires ont peur.

Le problème est que ces dirigeants ont peur, mais ils veulent rester au pouvoir, ce pour quoi ils utilisent tout d'abord une répression violente et brutale. Et quand ça ne marche pas et qu'ils se heurtent à la résistance des masses, ils passent à des manœuvres politiques.

Au Soudan, le ministre à la Défense, le général Awad Ibn Auf, a déclaré qu'avec la chute du gouvernement, le pays sera commandé pendant les deux prochaines années par un « gouvernement militaire de transition ». En Algérie, le parlement a annoncé une période de transition qui débutera le 4 juillet, avec des élections générales et la réforme de la Constitution. Une transition qui durera au moins un an, et qui sera dirigée par le président du Sénat,

Abdelkader Bensalah, désormais le chef de l'Etat par intérim.

Le plan est d'éliminer les dirigeants les plus usés, tout en maintenant le régime, et de mener une transition de rien vers nulle part, en ne changeant que le décor.

Ces propositions ne plaisent à personne. Au Soudan, les dirigeants des manifestations ont rejeté le « coup d'Etat dirigé par le régime ». En Algérie, les manifestations, dirigées par les étudiants, ont commencé à s'orienter contre la nomination de Bensalah, accusé à juste titre d'être « la continuité », et contre le chef de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah. Des manifestations qui sont réprimées par la police à coups de matraque et au gaz.

Un nouveau printemps

Depuis le Printemps arabe, vers la fin de 2010, la répression massive des manifestations a prévalu dans pratiquement tous les pays de la région, quelle que soit la nuance politique du gouvernement ou du bloc. C'est le cas dans la République islamique d'Iran, de Hassan Rohani ; dans le Royaume d'Arabie saoudite, du prince Mohammad bin Salman ; dans l'émirat de Qatar, de Tamin bin Hamad al-Thani ; dans la République tunisienne semi-présidentielle, de Béji Caid Essebi ; dans la Turquie d'Erdogan ; et dans l'Egypte d'Abdel al-Sissi.

D'autre part, ce qui distingue ce printemps du précédent, c'est que, bien qu'il commence par des revendications démocratiques, qui exigent plus de liberté pour la population dans son ensemble, il enchaîne ensuite avec les exigences économiques d'une classe ouvrière jeune, misérable et sans avenir. On exige des changements radicaux dans les politiques économiques, contre les gouvernements qui continuent d'appliquer les anciennes recettes du Fonds monétaire international avec sa politique d'austérité et de retrait des investissements, fruit de l'héritage colonial impérialiste. Tous avec des niveaux de corruption élevés, malgré l'immense richesse naturelle et le potentiel économique, ce qui amène la population à haïr carrément ses dirigeants.

Ces manifestations ont également en commun l'âge avancé des gouvernants et la composition jeune et féminine des

manifestants. Le continent africain est le plus jeune du monde, avec plus de 60 % de la population âgée de moins de 25 ans. La moyenne d'âge des manifestants est de 19 ans. Leur communication se fait via les réseaux sociaux. Et d'autre part, dans 15 pays, les gouvernants ont plus de 70 ans. Les femmes et les jeunes jouent un rôle de premier plan dans tous les pays et commencent à s'enthousiasmer dans des relations réciproques. Une nouvelle génération, après une décennie de manifestations sur la place Tahrir.

Apprendre avec les erreurs et les défaites

Il ne s'agit pas seulement de faire valoir l'aspect extrêmement positif et massif des mobilisations du Printemps arabe : il est également nécessaire de tirer les leçons des erreurs, des revers et des défaites.

Comme en Egypte, les généraux algériens et soudanais ont bradé leurs dictateurs afin d'apaiser la colère des manifestants et de rester au pouvoir. Rappelons qu'en Egypte, les généraux qui ont aidé à renverser Hosni Mubarak ont été célébrés en tant que gardiens de la révolution ; et par la suite, ils ont été les principaux agents de la mise en œuvre du nouveau régime dictatorial. Actuellement, les généraux algériens parlent expressément d'éviter « la situation égyptienne ». Mais ce sont eux le véritable danger, car ce gouvernement regorge d'alliés de Bouteflika, y compris le Premier ministre.

En Libye, le général Khalifa Hafter veut profiter de la crise provoquée par l'impérialisme après la victoire écrasante des masses lors du renversement de Kadhafi, pour instaurer une nouvelle dictature, à l'instar d'Assad en Syrie et de l'intervention de l'Arabie saoudite au Yémen. Les gouvernements impérialistes qui essaient de paraître démocratiques, suivis par de nombreuses organisations qui se disent défenseurs des travailleurs, essaient de montrer que les soulèvements dans la région en 2011 ont conduit au chaos, au désordre et à davantage d'oppression.

Les travailleurs de ces pays sont confrontés au défi

de continuer à faire face à ces régimes enracinés dans la corruption, dans la soumission à l'impérialisme et dans la surexploitation de la population. Les jeunes prolétaires de l'Afrique du Nord et de l'Afrique australe doivent comprendre qu'il ne suffit pas de renverser le dictateur, qu'il faut en finir avec tout le régime. Et pour cela, il est essentiel et nécessaire de construire des organisations de travailleurs, des organisations autonomes et indépendantes par rapport aux patrons, à l'impérialisme et à tous les représentants politiques de ceux-ci, dirigées de manière démocratique en assemblées et séances plénières.

Les forces de sécurité ont déjà tué des dizaines de manifestants au Soudan, et elles attaquent sans discernement en Algérie. Mais il y a des soldats qui ont commencé à protéger ceux qui protestaient contre la répression politique et les groupes paramilitaires. Il est essentiel que les ouvriers rejoignent ces soldats et forment des groupes d'autodéfense afin de continuer à protéger et à entourer les manifestants.

En ce nouveau Printemps, les manifestants algériens et soudanais — tout comme les angolais, les zimbabwéens et les congolais — ne peuvent pas se contenter de célébrer ou de constater la chute de leurs dictateurs : ils doivent tirer profit de cette victoire pour avancer plus, en ce moment où leur ennemi de classe est frappé par les mobilisations. Ils doivent continuer dans la rue, misant sur leur auto-organisation, réclamant de profonds changements dans les régimes et dans le « système » dans lequel ils vivent, organisant les lieux de travail pour les affrontements. S'ils parviennent à avancer dans cette voie, nous serons témoins d'un Printemps victorieux qui se répandra dans toute la région. ■



Les bureaucraties syndicales et les partis réformistes veulent éviter les luttes des travailleurs contre la bourgeoisie. C'est pourquoi, en ce 1er mai, ils voudraient montrer une paix sociale qui n'existe nulle part.

Partout dans le monde, la bourgeoisie promeut une véritable guerre sociale contre les travailleurs. Les gouvernements, qu'ils soient de la droite traditionnelle ou « de gauche », appliquent les mêmes plans néolibéraux pour réduire les salaires, précariser les conditions de travail, mettre fin aux pensions de retraite et aux vacances. Les hôpitaux et les écoles publiques sont démantelés pour faciliter la privatisation des soins de santé et de l'éducation.

Il est nécessaire d'unir les travailleurs dans la lutte contre les projets néolibéraux des gouvernements, que ceux-ci soient appelés « de droite » ou « de gauche ». Il faut miser sur la lutte directe des travailleurs. Pas question d'attendre les prochaines élections pour élire un nouveau gouvernement qui appliquera les mêmes plans.

L'oppression augmente dans le monde entier. Des femmes sont violées ou assassinées chaque jour partout dans le monde. La violence policière tue de jeunes Noirs dans les quartiers pauvres. L'assassinat et la violence contre les LGBT se développent de plus en plus. Le génocide des peuples autochtones se poursuit.

Les gouvernements cherchent à diviser les travailleurs avec la répression xénophobe des immigrés, présentés comme les responsables de la montée du chômage. Des caravanes d'immigrants tentent d'entrer aux Etats-Unis et sont réprimés. Les contingents d'immigrants africains sont réprimés en Europe.

Il est nécessaire d'unir les travailleuses et les travailleurs, les Noirs et les Blancs, les hétérosexuels et les LGBT, les autochtones et les immigrés. Les bourgeoisies veulent nous diviser pour nous vaincre ; à nous de lutter ensemble contre les idées préconçues qui nous divisent. Nous allons nous unir pour faire face à notre véritable ennemi, à savoir la bourgeoisie et ses gouvernements, et non nos frères et sœurs travailleurs.

Il y a une criminalisation croissante des mouvements sociaux et des

persécutions à l'encontre de leurs dirigeants, comme l'assassinat de Marielle Franco au Brésil, l'emprisonnement de Daniel Ruiz et la persécution de Sebastián Romero en Argentine.

Les gouvernements veulent imposer leurs plans néolibéraux de plus en plus sévères et réprimer les mouvements sociaux pour imposer un recul encore plus grand du niveau de vie des travailleurs. Ils veulent nous faire payer les coûts de la crise internationale ouverte en 2007-2009.

Les travailleurs se battent partout dans le monde, avec leurs grèves et leurs manifestations. Les femmes sont protagonistes de mobilisations gigantesques contre la violence et pour le droit à l'avortement, à la fois le 8 mars et à d'autres moments. Les Noirs sont protagonistes de soulèvements dans la périphérie des villes. S'il n'y a pas davantage de luttes, ce n'est qu'à cause des bureaucraties et des partis réformistes qui veulent canaliser tout à travers l'im-passe des élections.

En ce 1er mai de 2019, nous allons affirmer dans le monde entier la volonté des travailleurs de lutter contre tout cela.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre lutte

Vous voulez changer cette situation ? Ne faites pas confiance à qui propose d'attendre les prochaines élections. Ayez confiance en vos luttes directes, fiez-vous aux grèves et aux manifestations de rue.

Si cela dépend des bureaucraties syndicales et des partis réformistes, la vie restera toujours comme elle est. Ils essaient toujours de nous convaincre qu'il faut faire confiance aux élections et espérer un meilleur gouvernement de leur parti nationaliste ou réformiste. Il y a toutefois un rejet grandissant de ces appareils. Les mobilisations de Gilets jaunes en France sont l'expression de la volonté des travailleurs de les dépasser. La grève des ouvriers de Matamoros au Mexique, en marge des syndicats bureaucratiques, a un contenu similaire.

Nous rejetons les gouvernements impérialistes, à commencer par celui d'extrême droite de Trump, avec sa xénophobie et son soutien inconditionnel au gouvernement sioniste d'Israël contre

les Palestiniens. Nous rejetons également les gouvernements impérialistes de Macron (France), de May (Angleterre) et de Conte (Italie).

Nous répudions les gouvernements de droite comme celui de Bolsonaro (Brésil), de Macri (Argentine), de Duque (Colombie), d'Alvarado (Costa Rica), de Juan Orlando Hernandez (Honduras), de Piñera (Chili), de Benítez (Paraguay), d'Inram Khan (Pakistan), et beaucoup d'autres. Ce sont des gouvernements ennemis des travailleurs, qui ont déjà mené des attaques très virulentes contre nos droits.

Mais nous rejetons également les gouvernements bourgeois « de gauche » qui appliquent les mêmes plans néolibéraux de l'impérialisme. Tels sont les gouvernements de Maduro (Venezuela), d'Ortega (Nicaragua), d'Evo Morales (Bolivie), de Costa (PS, Portugal), de Sánchez (Etat espagnol), de Ramaphosa (CNA, Afrique du Sud). Ce fut également le cas du gouvernement du PT pendant treize ans au Brésil, comme de celui des douze années des Kirchner en Argentine. Ils ont gouverné le pays, ils ont été rejetés par les travailleurs à cause des plans mis en œuvre, puis ils vont dans l'opposition pour dorénavant leur blason et pour revenir au gouvernement avec de nouvelles élections, pour faire comme avant.

Un exemple honteux est le gouvernement de Maduro au Venezuela, présenté comme « socialiste » et soutenu par une grande partie des partis réformistes du monde entier. C'est en fait une dictature bourgeoise et corrompue, représentative de la soi-disant bourgeoisie bolivarienne, la bourgeoisie qui a grandi dans l'ombre de l'appareil d'Etat chaviste pendant vingt ans. Maduro est largement rejeté par les mêmes masses vénézuéliennes qui ont triomphé lors du coup d'Etat impérialiste contre Chávez en 2002. Nous ne sommes favorables à aucune ingérence impérialiste au Venezuela, comme le souhaitent Trump, Bolsonaro, Piñera et Duque, ainsi que leur représentant Guaidó. Mais cela ne nous fait pas du tout oublier le « Maduro, dégage », crié par les masses vénézuéliennes et que nous soutenons. Nous voulons que ce soient les masses vénézuéliennes qui renversent Maduro, et non l'impérialisme.

Il existe une fausse conscience inculquée par la bourgeoisie, tout comme par les bureaucraties syndicales et les partis réformistes, qui divisent le monde entre « droite » et « gauche ». C'est un mensonge.

La véritable division qui existe est celle qui oppose d'un côté les travailleurs, et de l'autre la bourgeoisie et ses gouvernements, « de droite » et « de gauche ». La véritable division, c'est entre l'attaque des gouvernements bourgeois du monde entier et la réaction des travailleurs. Nous sommes du côté des travailleurs et de leurs luttes à travers le monde. Nous voulons unir les travailleurs dans leurs luttes contre la bourgeoisie et non pas composer des blocs avec la bourgeoisie, qu'elle soit « de droite » ou « progressiste ».

Un appel aux combattants du monde entier

En ce 1er mai de 2019, nous souhaitons faire un double appel. D'une part, pour la plus grande unité d'action dans la lutte directe des travailleurs contre toutes les attaques des gouvernements bourgeois, qu'ils soient de droite ou « de gauche ».

Parallèlement à cela, nous voulons réaffirmer qu'un autre monde ne sera possible qu'avec la fin du capitalisme, avec une révolution socialiste.

C'est pourquoi nous luttons pour l'émergence de nouvelles directions pour le mouvement de masse, en tant qu'alternative à ces directions



réformistes, ces bureaucraties syndicales conciliantes avec la bourgeoisie. Nous nous battons pour de nouvelles initiatives comme celles de Sitrasep (Costa Rica), le Syndicat des électriciens (Paraguay), No Austerità (Italie), Cobas Madrid (Etat espagnol) et d'autres. Nous aidons à construire le Réseau International de Solidarité et de Lutte, en tant que pôle pour regrouper le syndicalisme alternatif dans le monde entier. Venez aider à construire de nouvelles directions combattives des luttes des travailleurs, pour promouvoir la rébellion des bases contre ces bureaucrates partout dans le monde.

Nous nous battons pour construire des partis révolutionnaires dans le

monde entier. Venez et aidez-nous à construire des partis révolutionnaires, qui arborent la bannière de la révolution socialiste. Basta de routine électorale, de soutien aux dictatures de Maduro et d'Ortega, de liens des travailleurs avec des secteurs bourgeois dits « progressistes ».

Ils disent que le socialisme, c'est chose du passé ; ce n'est pas vrai. Il n'y a rien de plus décadent que le capitalisme, qui nous menace avec la barbarie déjà présente dans nos villes. Le nouveau, l'avenir, c'est la lutte pour la révolution socialiste, pour mettre fin à la misère de notre peuple. Pour mettre fin à l'oppression des femmes, des Noirs, des LGBT et des immigrés. ■

**Vive la Journée internationale de lutte des travailleurs !
Tout le soutien à toutes les luttes des travailleurs
partout dans le monde !
Pour l'unité des travailleurs, contre l'oppression des
femmes, des Noirs, des LGBT et des immigrés !
En défense de la révolution socialiste !**

**Pour un 1er mai de notre classe, de lutte
contre les gouvernements et leurs agents !
En défense de la révolution socialiste !**



Le 1er mai n'est pas un jour de fraternisation des travailleurs avec la bourgeoisie et ses gouvernements. C'est un jour de lutte historique, qui a son origine dans la mémoire du mouvement ouvrier mondial pour la mort des ouvriers en grève aux Etats-Unis, en 1886. C'est un jour de lutte pour aujourd'hui, car les conditions de vie ne font que s'aggraver depuis lors. Il y a des signes de barbarie dans toutes les villes du monde.

Lire la suite sur la page 14